

Merkel appuie l'idée d'une armée européenne

UE La chancelière allemande a relayé l'appel de Macron devant le Parlement européen.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

L'époque où nous pouvions compter sur d'autres est terminée." Douzième chef d'État ou de gouvernement à exposer sa vision de "l'avenir de l'Europe" en cette année pré-électorale, la chancelière allemande a créé la surprise en affichant son soutien au projet de "véritable armée européenne" lancé la semaine dernière par le président français Emmanuel Macron.

La perspective, on s'en souvient, avait déclenché un tweet rageur de l'Américain Donald Trump qui depuis ne décolère pas. Cette armée européenne ne serait pas créée "contre l'Otan" mais "en complément de l'Otan", a tenu à préciser Angela Merkel, qui en appelle également à la mise en place d'un conseil de sécurité européen doté d'une présidence tournante ainsi qu'à l'harmonisation des systèmes d'armements et de la politique des ventes d'armes au niveau de l'Union.

"L'époque où nous pouvions compter sur d'autres est terminée", insiste-t-elle, "en matière de politique extérieure et de sécurité, nous défendons mieux nos intérêts en agissant ensemble". Pour ce faire, elle préco-

nise de "renoncer à l'unanimité là où les traités le permettent", c'est-à-dire de fonctionner à la majorité des États membres en matière de politique étrangère.

Front uni face au défi migratoire

Angela Merkel a voulu mettre la solidarité au cœur de son discours.

Elle en a fait le socle de son développement sur l'armée européenne et elle s'y est également référée en ce qui concerne la crise migratoire, sujet "essentiel" sur lequel "l'Europe ne présente pas encore un front uni".

"Il est important que nous ayons un processus d'asile commun si nous voulons relever ce défi et éviter les migrations secondaires."

Interpellée sur sa décision très controversée d'ouvrir les frontières aux réfugiés en 2015, Angela Merkel a rappelé que la guerre en Syrie avait jeté sur les routes plus de 6 millions de Syriens pour la plupart accueillis en Turquie, au Liban et en Jordanie. "Nous n'avons pas suffisamment prêté attention au fait que ces personnes vivaient dans des camps avec moins d'un dollar par jour et sans accès à l'éducation." "L'Allemagne a accueilli 1,5 million de Syriens qui voulaient simplement vivre. Pensez-vous réellement que cela va nous paralyser?"

C'est contre les migrations illégales que le combat doit être mené, dit-elle. Et cela passe par le développement de Frontex – quitte à ce que cela entame les souverainetés nationales en matière de contrôle des frontières – ainsi que par le développement de partenariats avec ce "nouvel acteur"

qu'est l'Afrique.

La chancelière allemande a également placé l'économie sous la bannière de la solidarité... mais en précisant qu'en la matière, "responsabilité et contrôle" devaient "aller de pair". Interpellée sur l'austérité qui a dramatiquement

mis à mal les droits sociaux en Grèce, elle a éludé en arguant d'une reprise de la croissance dans ce pays.

Rien ou presque sur l'eurozone

Très clair en matière de défense, son soutien au président Macron était à peu près inexistant en ce qui concerne la consolidation de l'eurozone.

Angela Merkel a cependant précisé que le projet d'union bancaire et la garantie des dépôts devraient s'accompagner d'une "réduction des risques au sein des budgets nationaux".

La rigueur budgétaire reste donc de mise pour une chancelière par ailleurs favorable à la taxation des grandes entreprises du numérique. Si aucun accord international n'est trouvé en la matière, il faudra alors "agir au niveau européen", dit-elle.

"Il y a des solutions à trouver en commun, voilà notre tâche", a-t-elle encore souligné lors d'un point presse final.

"L'époque où nous pouvions compter aveuglément sur d'autres est révolue."

Angela Merkel

La chancelière allemande, sur l'idée d'une armée européenne.